

en tolérant l'intégrisme ?

Mais en ânonnant son intervention probablement dictée par ses directeurs de conscience, barbus et moustachus, ne se rendait-elle pas compte qu'elle proférait des idioties ? Mais ce qui choque le plus, c'est ceci : pourquoi les autorités religieuses censées être composées de «daoui al albab» et de «ulémas» instruits,

qu'il convient, à mon avis, pour éviter les dérapages susceptibles de survenir et prévenir le danger de l'insolvabilité des emprunteurs. Donc, où est le mal ? Je sais à l'instar de tout musulman basique que le «riba» est «haram». Je sais aussi que cette disposition coranique a pour fondement premier la protection de l'emprunteur.

Certains arguments invoqués pour combattre le texte proposé par le gouvernement étaient en tout état de cause à la fois scandaleux et honteux. Comment en effet oser dire que chaque coup porté par l'homme à sa femme est comptabilisé au Ciel, dans le grand registre des bonnes actions, comme une «hassana», tant pour la femme battue que pour celui qui lui donne des coups ?!

cultivés et sages n'ont-elles pas réagi à ces propos et dénoncé à l'imposture ? Plus largement, en me tournant vers les «politiques», quel crédit accordera désormais le citoyen et la citoyenne aux dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires qui proclament l'égalité des sexes, proclament les droits de la femme et assurent en garantir la protection ?

Notons par ailleurs que le président de la République a annoncé dans l'un de ses derniers messages qu'il entendait faire amender les dispositions du code de la famille, dans sa partie relative au «tatliq», au divorce et au droit au divorce par rachat reconnu à la femme. Dans le jargon judiciaire, amender un texte signifie l'améliorer dans la forme et dans le fond. Sachant que les fondamentalistes ont, sur la question du divorce et en particulier du divorce à la demande de la femme, des positions rétrogrades, on peut craindre le pire, en termes d'agitation intégriste, dans les prochains mois, dès qu'un projet de texte commencera à circuler ! La récente promulgation d'un texte relatif au crédit à la consommation a été une nouvelle occasion pour les fondamentalistes de monter au créneau. De quoi s'agit-il ? En Algérie comme ailleurs, il y a des salariés et des personnes exerçant des professions libérales qui, faute de disposer d'économies suffisantes, ont besoin de recourir au crédit pour s'acheter certains objets que la vie en société rend indispensables, tels que l'automobile, les appareils ménagers... Mais pour sécuriser les droits du prêteur et de l'emprunteur, la réglementation a fixé les conditions qui doivent être observées pour l'obtention et l'octroi d'un crédit à la consommation. Par ce décret exécutif, le gouvernement a, tout en répondant à une demande sociale exprimée par les classes moyennes, pris les mesures

La prohibition du «riba» vise les prêts «usuraires», c'est-à-dire les prêts faits à des taux d'intérêt abusifs, donc désavantageux et dangereux pour l'emprunteur qui court en effet le risque de se retrouver en situation de déconfiture, comme disent les juristes. Mais interdire par principe aux banques d'accorder des crédits à la consommation aux particuliers serait une aberration pure et simple. Il est en effet évident que si on interdit aux banques d'accorder du crédit aux gens, ceux-ci s'adresseront aux particuliers qui ont des capitaux. Généralement ces derniers n'ont cure de la réglementation et cherchent d'une manière ou d'une autre à imposer à leurs débiteurs les conditions les plus draconiennes, telles que l'hypothèque, le gage, la caution ou le nantissement... Or, le crédit à la consommation bien réglementé permet précisément d'éviter la pratique de l'usure et prévenir les abus des usuriers. Le crédit bancaire est une question qui relève, faut-il le rappeler, du domaine de compétence et des connaissances des économistes, des financiers, des juristes spécialisés dans le droit des affaires, mais pas des prêcheurs, des moralistes. On peut faire le démagogue et crier avec Proudhon que «le crédit est voleur !» et avec Fourier que «l'intérêt est la mère du capitalisme !» mais la réalité têtue est que l'économie a besoin du crédit et que les individus comme les entreprises ont besoin d'emprunter.

Partout dans le monde, y compris dans les pays musulmans, il existe des banques, des institutions financières, des marchés financiers, des gens et des entreprises qui empruntent et d'autres qui prêtent de l'argent. On ne va pas tout de même boycotter la Banque mondiale, la Banque européenne, le FMI ! On ne peut pas refaire le monde et son système financier. Les pays

musulmans l'ont bien compris ; pour contourner non pas la prohibition du «riba» mais une interprétation étroitement littérale de ce concept, leurs experts ont inventé des formes de crédit rémunéré, en l'occurrence «la moudharaba», «la mousharaka» et «la mourabaha», et cela fonctionne sans crispation ni anathème... Dire que le crédit à la consommation est autorisé ne veut en aucune façon dire que le «riba» est «halal». Ne mélangeons pas les concepts et ne faisons pas de l'amalgame conceptuel. Enfin, les fondamentalistes se sont à nouveau mobilisés courant avril pour protester à deux reprises contre la consommation et la vente des vins, spiritueux ou boissons alcoolisées. La première «protesta» eut lieu au sein du personnel commercial navigant d'Air Algérie : les stewards et les hôtesses de l'air ont subitement menacé de faire grève si la compagnie continue à servir et à commercialiser, sur ses lignes internationales, des boissons alcoolisées. Les choses sont rapidement rentrées dans l'ordre quand la direction a invité les grévistes auxquels il déplaît, paraît-il, de servir ou de vendre de telles boissons de rejoindre des postes de travail au sol, où l'on est moins bien payé. Le deuxième mouvement de protestation a été déclenché vers la mi-avril, quand le ministre du Commerce, agissant dans le cadre de ses attributions, a pris une circulaire relative au commerce en gros des boissons alcoolisées. Il est difficile de ne pas penser que

M. Chevènement, bien connu des Algériens, a dit cette phrase devenue anthologique : «Un ministre ça démissionne ou sa ferme sa gueule !» Notre ministre du Commerce n'a pas démissionné, s'est déjugé et a fulminé contre l'intégrisme. Mais il faut rappeler ici deux choses. La première est qu'il existe dans notre pays des brasseries et des usines où se fabriquent des boissons alcoolisées. Il est étrange que personne ne tienne à en parler ! La seconde est qu'alors que la drogue est partout sur le territoire algérien, que les dealers opèrent aux portes des universités et des établissements scolaires, que la jeunesse est touchée par ce fléau, le phénomène n'a pas l'air de scandaliser et inquiéter outre mesure les fondamentalistes.

Les buveurs de bière menaceraient-ils l'ordre public, la santé, la morale et la religion plus que les fumeurs de joints et les dealers de drogues dures ? Où y a-t-il eu des manifestations contre le trafic et la consommation des stupéfiants ? Parler de ce fléau répugne-t-il aux hommes du culte ? Un proverbe bien de chez nous dit : «On ne cache pas le soleil avec un tamis !»

Le mois sacré du Ramadhan approche. Sachant que nous passons pour des têtes chaudes et que nous sommes réputés pour notre zèle religieux, ce prochain Ramadhan risque d'être agité. Les fondamentalistes et les salafistes vont probablement installer partout des «cellules de veille», pour surveiller les pécheurs et les pécheresses.

Il est difficile de ne pas penser que cette «bronca» contre ce ministre n'était pas orchestrée. Il y a eu en effet des manifestations dans des localités improbables du sud-ouest du pays, et dans les mosquées, les prêches furent enflammés. Le ministre de la République, auteur de la circulaire dont le texte a fuité comme dans la presse islamiste, se trouve être en même temps chef d'un parti politique répertorié «laïc». Un imam officiant à En Nahar TV l'a traité d'ennemi de Dieu ! Le ministre en question a ravalé sa circulaire en se disant victime d'un complot.

cette «bronca» contre ce ministre n'était pas orchestrée. Il y a eu en effet des manifestations dans des localités improbables du sud-ouest du pays, et dans les mosquées, les prêches furent enflammés. Le ministre de la République, auteur de la circulaire dont le texte a fuité comme dans la presse islamiste, se trouve être en même temps chef d'un parti politique répertorié «laïc». Un imam officiant à En Nahar TV l'a traité d'ennemi de Dieu ! Le ministre en question a ravalé sa circulaire en se disant victime d'un complot. Un ministre français,

Gare à la moindre incartade ! Le harcèlement s'annonce plus soutenu que jamais, quelques terroristes appelleront «au djihad» et commettront peut-être quelques actes criminels. Quant à la masse, elle sera soit confite en dévotion, comme il sied durant le Ramadhan, soit — ce qu'à Dieu ne plaise — lancée dans les rues en processions hurlantes. Au grand bénéfice de l'intégrisme et du salafisme qui attendent que le pouvoir tombe comme un fruit mûr entre leurs mains !

Z. S.